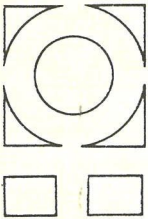


BULLETIN



Advisory Council
on the Status of Women

Conseil consultatif
de la situation de la femme

FOR REFERENCE ONLY

council

herewith

repeats,

ts

seasonal

thought.

ay

ll

incere

anadians

old

quality

ver a

eality

Y. W. C. A.
RESOURCE CENTRE



NOEL

ous du Conseil,

ffrons nos voeux sincères:

n cette année nouvelle, que

'égalité pour tous devienne
réalité!



RESOLUTION

Advisory Council
on the Status of Women
Council of the President



U. S. W. C. A.
National Council

CHANDLER
COUNCIL
OF THE
PRESIDENT

VO
O
E
L



UN MESSAGE DE LA PRESIDENTE

Chers membres et amis,

L'Année internationale de la femme est chose du passé, et l'enthousiasme pour l'avancement de la condition féminine peut sembler à la baisse. Mais le feu dormait sous la cendre, et une nouvelle flambée se préparait, comme en fait état le présent Bulletin.

Grâce au travail assidu de notre équipe, -membres, personnel et collaborateurs-, un immense effort d'information est en cours et nous espérons qu'il nous permettra de rejoindre la masse. Je voudrais inviter tous ceux et celles qui se préoccupent de la situation de la femme de contribuer, chacun dans son milieu, à la réalisation de cet objectif d'information.

Nous parlons beaucoup d'égalité entre les sexes dans le monde du travail. Où en sommes-nous dans nos propres foyers? Peut-être est-ce là que notre action devrait commencer. Si dans chaque foyer, on s'entendait pour éliminer de nos comportements quotidiens les stéréotypes de rôles, la génération future n'aurait pas à réapprendre le partage entre les sexes des responsabilités familiales, domestiques, voire même sociales.

Je souhaite que l'année 1977 soit marquée de progrès notables vers l'instauration d'une société juste où les droits de chacun soient partout respectés. Joyeux Noël! Heureuse année!

Yvette Rousseau

CHAIRMAN'S MESSAGE

Dear members and friends,

Now that International Women's Year is a thing of the past, it may seem that commitment to the advancement of women is also at an ebb. Not so. And the Bulletin is here once again to mark a new wave.

Thanks to the efforts of our hard-working team - members, staff and colleagues - we are in the process of launching a public information programme. Towards this goal of greater public awareness of status of women issues, we invite everyone to contribute ideas and information materials.

We talk a lot about equality between the sexes in the work world. But how are we doing in our own homes? Perhaps it is there where our efforts for equality should begin. If we strive in our homes and in our daily behavior to eliminate stereotyped sex roles, then perhaps future generations will not have to re-learn the sharing between the sexes of family and social responsibilities.

I hope that 1977 will be marked by notable progress towards a truly just society where the rights of the individual are respected by all.

A very Merry Christmas and a Happy New Year.

Yvette Rousseau

NOUVELLES NOMINATIONS

PRESIDENTE

Comme vous le savez sans doute maintenant, Yvette Rousseau a été nommée présidente du CCSF le 15 septembre par M. Marc Lalonde, ministre chargé de la situation de la femme. Yvette n'a pas besoin d'être présentée, ayant servi comme première vice-présidente du Conseil depuis sa création en 1973. Sa nomination est intervenue à temps pour lui permettre de présider la réunion du Conseil du mois de septembre et depuis, elle a été très active, s'occupant de la réunion conjointe des conseils, de conférences en Saskatchewan, à Montréal et Pembroke et d'une table ronde sur le thème de "L'âge et la vie" au Complexe Desjardins à Montréal.

PREMIERE VICE-PRESIDENTE

La nomination de June Menzies au poste de vice-présidente de la Commission de lutte contre l'inflation constitue une perte pour nous et un gain pour eux. Le CCSF aimerait remercier publiquement June pour son inestimable contribution durant les trois ans où elle a occupé son poste.

Le 10 novembre 1976, Win Loewen a été nommée au poste de première vice-présidente. Cette nomination tant attendue remplit un poste vacant au Manitoba et Win dirigera le bureau de l'Ouest du CCSF à Winnipeg.

Win a toujours été très dévouée à la cause de la situation de la femme. Elle était membre du comité qui a soumis le rapport du Manitoba à la

NEW APPOINTMENTS

CHAIRMAN

As you are by now no doubt aware, Yvette Rousseau was appointed chairman of ACSW on September 15 by the Minister responsible for the Status of Women Marc Lalonde. Yvette needs no introduction, having served as first vice-chairman of the Council since its inception in 1973. Her appointment came in time for her to chair the September Council meeting and she has since been fully occupied with the Joint Council meeting, speaking tours of Saskatchewan, Montreal, Pembroke and a round table talk on "Life and Aging" at Complexe Desjardins in Montreal.

FIRST VICE-CHAIRMAN

June Menzies' appointment to the post of vice-chairman of the Anti-inflation Board is our loss and their gain. ACSW would like to publicly thank June for her invaluable contribution over her three years in office.

On November 10, 1976, Win Loewen was named as our new first vice-chairman. This welcome appointment fills a much needed vacancy in Manitoba and Win will manage the Western office of the ACSW from Winnipeg.

Win has always been deeply involved in status of women work. She was a member of the committee which prepared Manitoba's submission to the Royal Commission, and

Commission royale et elle a présidé la conférence du Comité d'action du Manitoba sur la situation de la femme en 1973. Elle a été présidente de l'association libérale du Manitoba et du conseil d'administration de Day Nursery Incorporated. Ses priorités les plus importantes sont de veiller à ce que les promesses faites lors du discours du Trône soient concrétisées le plus rapidement possible; il s'agit notamment de l'inclusion des femmes dans la législation sur le Régime de pensions du Canada et de l'augmentation des subventions pour les garderies autitre des programmes à frais partagés.

LE DISCOURS DU TRÔNE

Car ils doivent tenir leurs promesses ...

Dans le discours du Trône, qu'il a prononcé le 12 octobre 1976, le Gouverneur général, M. Jules Léger, a fait des remarques qui, pour nous, ne pouvaient être que les bienvenues. Nous citons:

II-Egalité des chances

Face au besoin général de pouponnières et de garderies, le Gouvernement entend faciliter la mise en place des infrastructures indispensables en encourageant les gouvernements provinciaux à fixer une nouvelle tarification, variable en fonction du revenu des parents. Beaucoup plus de mères canadiennes seront, par exemple en mesure de travailler à l'extérieur de leur foyer puisqu'il y aura un plus grand nombre de garderies subventionnées.

Il vous sera demandé d'étudier des amendements au Régime de pensions du Canada afin de mieux reconnaître la valeur de la contribution

she chaired the Manitoba Action Committee Conference on the status of women in 1973. Win is the past president of the Manitoba Liberal Association and former president of the board of directors of Day Nursery Incorporated. Among the council's priorities, Win has said that she will seek for quick implementation of the federal Throne Speech promises to legislate housewives into the Canada Pension Plan and to increase allocations for day-care cost sharing programmes.

FROM THE THRONE

For they have promises to keep ...

In the Throne Speech, October 12, 1976 Governor General Jules Léger had some welcome inclusions. We quote:

II-Equality of Opportunity

In response to the need for good day-care services everywhere in Canada, the Government will help to provide more and better day-care services by encouraging the provincial governments to adopt a new system of fees related to incomes. A great many more Canadian mothers who seek employment outside the home will thereby be free to do so, because partially subsidized day-care will be more widely available.

You will be asked to consider amendments to the Canada Pension Plan which would further recognize the value of the contribution made

apportée à la famille et à la société par les conjoints, lorsque l'un d'eux reste à la maison pour s'occuper des enfants pendant que l'autre travaille à l'extérieur, ou lorsqu'il y a divorce ou séparation des corps.

Le 1^{er} janvier, les allocations familiales seront indexées de nouveau en regard de l'augmentation du coût de la vie en 1976.

Cette année, la Commission canadienne de réforme du droit a présenté un rapport sur le droit familial qui mérite l'attention de tous les Canadiens. Le Gouvernement a l'intention de mener des discussions avec les provinces dans le dessein d'encourager la création de cours familiales intégrées, ayant complète juridiction en matière de droit de la famille, de sorte que les causes pourront être entendues de manière plus positive. Le Gouvernement discutera en outre avec les provinces et le public d'autres aspects du droit de la famille portant sur la stabilité des mariages, la protection des enfants et le partage équitable des conséquences financières des divorces et des séparations de corps.

III-Les droits de l'individu

Dans la ligne d'action du Gouvernement en vue d'accroître la solidarité et de l'égalité des chances à l'échelle mondiale comme à l'échelle nationale, il est évident que ce double objectif appelle un profond respect des droits de l'individu, en particulier du droit de tout homme ou toute femme libre d'exercer une influence réelle sur les décisions concernant son propre avenir.

to the family and society by both marriage partners, in the event that one remains at home to raise children while their partner works outside the home, or in the event of marriage breakdown.

On January first, the indexing of family allowance payments will be resumed to compensate for the rise in the cost of living during 1976.

This year, the Law Reform Commission of Canada submitted a report on family law which merits the attention of all Canadians. The Government intends to carry on discussions with the provinces to encourage the creation of unified Family Courts with comprehensive jurisdiction over family law permitting disputes to be dealt with more constructively. In addition the government will discuss with the provinces and with the public other aspects of family law bearing on the stability of marriage, the protection of children, and the fair sharing of the economic consequences of marital breakdown.

III-Individual Freedom

In speaking about the Government's plans to promote greater unity of spirit and equality of opportunity both in the world community and here at home, it becomes obvious that the achievement of both those goals demands a healthy respect for individual rights, particularly the right of free men and women to exert a real influence over decisions affecting their own future.

... En outre, afin de supprimer les obstacles à l'information et à l'égalité des chances, le Gouvernement déposera un projet de loi sur les droits de l'homme. Ce projet de loi aura pour principal effet d'interdire toute distinction injuste fondée sur la race, la couleur, l'origine nationale ou ethnique, la religion, l'âge, le sexe, l'état civil, les infirmités ou les dossiers judiciaires effacés. Il instituera notamment le principe du droit au traitement égal pour travail égal sans distinction de sexe.

Naturellement, le discours du Trône au complet touche essentiellement toutes les Canadiennes. Le CCSF ne fait qu'attirer votre attention sur certaines questions qui intéressent particulièrement les femmes.

ENFIN LES DROITS DE LA PERSONNE

Les modifications depuis si longtemps attendues au Bill C-72 qui n'a pas dépassé l'étape de l'inscription au Feuilleton à la dernière session ont été incorporées dans le Bill C-25 présenté au Parlement le 29 novembre par le ministre de la Justice, M. Ron Basford. Le CCSF a immédiatement publié un communiqué de presse qu'il a fait distribuer dans tout le pays, invitant tous les Canadiens concernés à écrire au ministre et à leur député afin de promouvoir l'adoption rapide de la Loi sur les droits de la personne.

Un grand nombre de suggestions et de propositions du CCSF ont été incorporées au nouveau projet de loi et, quoiqu'il ne contienne pas toutes nos recommandations, il constitue une amélioration certaine par rapport au Bill C-72.

In a similar effort to remove obstacles to information and to equal opportunity, the Government will introduce a Human Rights Bill. The major effect of the Bill will be to prohibit discrimination on the grounds of race, colour, national or ethnic origin, religion, age, sex, marital status, or physical handicap. In particular, the Bill will establish the principle of equal compensation for work of equal value performed by persons of either sex.

Of course, all of the Throne Speech vitally affects all Canadian Women. ACSW is simply drawing your attention to some issues of priority concern to women.

HUMAN RIGHTS AT LAST

The long-awaited amendments to Bill C-72 which died on the Order Paper last session were introduced as Bill C-25 on November 29 by Justice Minister Basford. The ACSW immediately circulated a press release nation-wide urging all concerned Canadians to write to the minister, and their local MP encouraging the swift passage of the Human Rights legislation.

Many of ACSW suggestions and comments on C-72 have been incorporated in the new Bill; although it still does not include all our recommendations it is greatly improved.

Aussitôt que notre conseiller juridique, M. Henri Major, aura terminé le rapport écrit que nous lui avons demandé, un nouveau communiqué de presse sera émis. En bref, le projet de loi ne pourvoit pas encore à la protection des Indiennes dans les régions où la Loi modifiée sur les Indiens a préséance. Mais il a en français le titre non discriminatoire et plus neutre de "Droits de la personne" et utilise maintenant les mots "fonctions équivalentes" au lieu de "travail égal". Toutefois, il ne donne pas assez de détails sur la façon dont ce travail pourrait être mesuré et contrôlé aux termes de la loi. De plus amples renseignements suivront.

REUNION DES CONSEILS PROVINCIAUX TENUE LES 28 et 29 OCTOBRE 1976

Nous aimerions attirer votre attention sur quelques-unes des résolutions de la dernière réunion trimestrielle du Conseil conjoint. Ce dernier est formé du CCSF, des conseils provinciaux et des représentantes d'autres provinces qui ne disposent d'aucun conseil de la situation de la femme.

Conjoints au foyer

Il est convenu que les représentantes de l'Ontario se chargeront de recueillir des données sur les conjoints au foyer et que chaque conseil étudiera le sujet et présentera un rapport à la prochaine réunion.

Maternité

Deux recommandations du CCSF sont adoptées, l'examen des autres propositions est différé jusqu'à la prochaine réunion. Le Conseil conjoint convient que le paragraphe 44(1) de la Loi sur l'assurance-chômage qui interdit le versement

A further press communiqué will be circulated as soon as our legal advisor, Henri Major has finished his written comments at our request. Briefly, the Bill still does not provide protection to Indian women in those areas under the jurisdiction of the Indian Act whose amendment must take precedence. But it has the non-sexist title in French "Droit des Personnes", and now uses the phrase, "work of equal value" instead of "similar work". However it is not specific enough in legislating how such work may be measured and surveilled. More details to follow.

JOINT COUNCIL MEETING, 28 & 29 OCTOBER 1976

We would like to bring to your attention some of the resolutions from the last quarterly meeting of the Joint Council. This consists of ACSW, provincial Councils and representatives from other provinces which do not have advisory councils on the status of women.

Homemakers

It was agreed that Ontario representatives will collect data on homemakers, and that each council should study and report on this topic at the next meeting.

Maternity

Two ACSW recommendations were endorsed and the rest were tabled until the next meeting. Joint Council agreed that section 44(1) of the Unemployment Insurance Act which prohibits benefits to workers who have participated in

de prestations aux travailleurs touchés par un arrêt de travail ne devrait pas s'appliquer aux femmes enceintes. On s'accorde également pour dire qu'il faudrait modifier cette loi dans un sens qui permettrait à l'employeur de combler la différence de salaire entre les prestations d'assurance-chômage et le traitement normal de l'employée.

Viol et délits sexuels

Les différents conseils conviennent d'écrire à leurs ministres de la santé et procureurs-généraux respectifs ainsi qu'aux organismes médicaux pour leur demander que des représentations soient faites auprès des hôpitaux qui refusent de traiter les victimes de viols et d'autres délits sexuels et que des crédits soient prévus pour la création à travers le pays de centres d'urgence auxquels pourraient s'adresser les victimes de viols.

Interventions chirurgicales

Les conseils sont d'accord pour étudier les pratiques hospitalières concernant le consentement des époux avant une intervention chirurgicale et d'en faire rapport à la prochaine réunion.

Avortement

Il est convenu de demander au ministre fédéral de la Justice de donner suite aux recommandations du Conseil de la situation de la femme préconisant l'abrogation des articles 251 et 252 du Code Criminel.

Education sexuelle

Les conseils acceptent d'étudier des moyens de faire pression sur les divers gouvernements pour qu'ils introduisent dans les écoles des cours améliorés d'éducation sexuelle. On convient également de réexaminer

a labour dispute should not apply to maternity. Also that the U.I. Act be amended to allow employers to make up the salary difference between U.I. benefits and the regular salary of an employee.

Rape and Sexual Offences

Joint Councils agreed to write to their respective ministers of Health, Attorneys-general and professional medical bodies to request that action be taken against hospitals who refuse to treat victims of rape and other sexual offences. Also that funds should be made available to set up rape crisis centres throughout the country.

Surgical Intervention

Councils agreed to study hospital policies with regard to spouses consent to surgical intervention and to report at the next meeting.

Abortion

It was agreed to ask the federal Minister of Justice to act on status of women Councils' recommendations to repeal sections 251 and 252 of the Criminal Code.

Sex Education

Councils agreed to study ways of putting pressure on their governments to introduce improved sex education in the school system and to discuss this at the next meeting.

cette question à la prochaine réunion.

Droits de la personne

La campagne du CCSF pour les droits de la personne a été un franc succès.

Garderies

Les conseils acceptent d'étudier le document préparé par le conseil ontarien sur les garderies afin de faire des recommandations conjointes lors de la prochaine réunion.

Human Rights

The ACSW human rights campaign was wholeheartedly endorsed.

Child Care

Councils agreed to study the Ontario Council's paper on child care with a view to making joint recommendations at the next meeting.

REUNION TRIMESTRIELLE DU CCSF TENUE
A OTTAWA LES 10, 11 ET 12 JANVIER
1977

Un ordre du jour très chargé est prévu pour la prochaine réunion du Conseil, laquelle portera surtout sur le projet de loi sur les droits de la personne, les propositions et recommandations relatives à la fiscalité, l'étude des risques professionnels pour la santé des femmes et la famille monoparentale.

Le ministre de la Justice, l'honorable Ron Basford, a convié les membres du Conseil à une réception, et Sue Findlay et Suzanne Blais-Grenier (Subventions - Bien-être social) tiendront des séances d'information le 11 janvier 1977, de 16h00 à 17h00.

A la demande de plusieurs membres, il y aura également une séance de formation audio-visuelle portant sur la fiscalité.

LA RECHERCHE CONTINUE

Même si aux dernières nouvelles, la directrice des services de recherche du CCSF, Marcia Rioux, se trouvait dans un village du Pérou, le travail ne s'en poursuit pas moins, et à un rythme plutôt impressionnant. Parmi les sujets actuellement à l'étude et sur lesquels des rapports seront présentés on retrouve notamment, la citoyenneté et les enfants, la législation en matière de droits de la personne, une mise à jour sur la situation de la femme dans la fonction publique, la femme et la politique, l'impôt, le revenu annuel garanti, les avantages sociaux, le divorce et les délits sexuels, la famille monoparentale, le Plan d'action mondial, l'hygiène du travail et les risques professionnels pour la santé, les

ACSW QUARTERLY MEETING, OTTAWA,
JANUARY 10, 11 AND 12, 1977

A very full agenda is planned for the next council meeting; major focus will be on Human Rights legislation, Taxation proposals and recommendations and a consideration of Occupational Health Hazards of Women and the One-parent family.

Council members are invited to a reception by Justice Minister Ron Basford, and information sessions will be held with Sue Findlay and Suzanne Blais-Grenier (National Welfare Grant) on 11 January 1977 from 16h00 to 17h00.

In response to requests from some members, there will be a T.V. media training session focussing on the topic of taxation.

RESEARCH ROLLS ON

Even though ACSW Research director, Marcia Rioux, was last seen in a Peruvian village, our research output continues to be phenomenal. Some of the topics currently being studied and reported are: citizenship and children, Human Rights Legislation, an update on Women in the Public Service, Women in Politics, Taxation, Guaranteed Annual Income, Fringe Benefits, Divorce & Sexual Offences, the One-parent family, the World Plan of Action, Occupational Health Hazards of Women, Women as Senior Citizens, Crown Corporations, Part-time work, wife beating and the value of homemaker's work; some of this work is being handled by ACSW research staff and some by contract employees. Expenditure on the Person Papers is also included in the research budget.

problèmes des femmes du troisième âge, les sociétés de la Couronne, le travail à temps partiel, les femmes victimes d'actes de brutalité de la part de leur conjoint et la valeur du travail de la femme au foyer. Ces travaux de recherche sont effectués par les services de recherche du CCSF et par des consultants travaillant sous contrat. Sont également couvertes par le budget de la recherche les dépenses relatives aux Dossiers Femmes.

Il ressort des condensés de recherche du CCSF, des expositions et d'une campagne intensive d'information publique qu'il faut mettre l'accent sur la dissémination de cette recherche très importante dans le public en général. Le CCSF invite à cet effet toutes les personnes intéressées à faire dès que possible leur demande en vue d'obtenir des exemplaires de documents de recherche.

De cette façon, les appels en vue de la modification ou de l'abrogation pure et simple des lois discriminatoires auront plus de poids et seront mieux entendus et les pratiques et attitudes de la société seront fondées sur des bases plus saines.

DOSSIERS FEMMES

Nous sommes heureuses que notre première tentative de vulgarisation des résultats de nos travaux de recherches ait été un si grand succès.

Les quatre premiers dossiers de la série ont été tirés à 10,000 exemplaires, ce sont les dossiers sur le viol, les avantages sociaux, la planification des naissances et les

There is a general feeling, expressed in the popularizing of research through the Person Papers, the ACSW Exhibits and an intensified public information drive, that emphasis must be placed on circulating the results of all this invaluable research to the general public. To this effect, ACSW encourages everyone to send for copies of all research publications as soon as possible.

In this way, pressure to change the remaining laws which discriminate against women will be accurate and effective, and societal attitudes and practices will be based on firm foundations.

PERSON PAPERS

We are happy to say that this, our first venture in popularizing our extensive research, has been a great success.

We printed 10,000 copies of each of the first four of the series - Rape, Fringe Benefits, Birth Planning and Matrimonial Property and our supply will be exhausted by Christmas!

bien conjugaux. Cette première édition sera probablement épuisée avant Noël, c'est du moins ce que nous prévoyons.

Nous imprimons actuellement 10,000 exemplaires supplémentaires et en profitons pour procéder à la révision de certains articles, apporter quelques correctifs mineurs et mettre à jour le dossier sur le viol à la lumière des modifications du Code criminel (Bill C-71) récemment intervenues. Puisque le CCSF compte demander une refonte encore plus large du Code, dans ses nouvelles recommandations, le document révisé portera le titre "Le viol et autres délits à caractère sexuel". On retrouve dans le dossier sur la planification des naissances un chapitre portant sur les méthodes contraceptives où nous exprimons le point de vue que les gouvernements devraient faire circuler ces renseignements, améliorer les services et accroître le nombre de cliniques au Canada. On y trouve également une recommandation qui est en droite ligne avec la politique du CCSF et qui vise à éliminer l'avortement du Code criminel.

Les dossiers continuent

Le cinquième Dossier Femme "Le coût de la maternité" est actuellement sous presse et sera distribué en janvier avec les dossiers nos. 6 "L'impôt démystifié", et 7 "Le travail et les risques à la santé". "La famille dans la société nouvelle", notre huitième numéro, sera publié en février 1977. Nous travaillons également à la rédaction du dossier relatif à "La femme et la politique".

We are printing another 10,000 incorporating some general revisions of minor errors plus an update in Rape to explain the amendments to the Criminal Code (Bill C-71) which are applicable. Since ACSW is calling for far more extensive revisions of the Criminal Code in the new recommendations, the revised paper is entitled Rape and Sexual Assault. Birth planning now includes a section on contraceptive methods in line with our belief that governments should circulate this information, improve services and increase the number of clinics in Canada; plus a recommendation has been added that abortion should be removed from the Criminal Code in line with ACSW policy.

The series continues

The fifth Person Paper, The Price of Maternity is being printed and will be distributed in January along with #6 Taxation Untangled and #7 Health Hazards at Work. #8, The Family in the New Society, will be available in February 1977; and Women in Politics is on the horizon.

On peut dès à présent passer commande de ces numéros, lesquels seront expédiés aux intéressés au fur et à mesure de leur publication.

EXPOSITIONS SUR LES ACTIVITES DU CCSF

Dans le cadre de sa campagne d'information, le CCSF organise une série d'expositions dans les mails des centres commerciaux pour informer le public sur ses activités et en particulier sur les résultats de ses travaux de recherche.

La première de ces expositions a eu lieu à la Place Bonaventure à Montréal à l'instigation et avec l'appui éclairé de Raizel Macklovitch, membre du Conseil. En plus des photographies de femmes, de la description des activités du Conseil, de la présentation de rapports de recherche et de la projection d'une série de diapositives sur les travaux du Conseil, une conférence de presse a eu lieu afin de lancer les "Dossiers femmes". Cela explique peut-être pourquoi nous avons reçu de Montréal 1,500 demandes pour ces dossiers durant le mois de novembre.

Durant la semaine de l'exposition, le CCSF a également tenu une série de conférences et de tables-rondes sur le thème de l'avenir de la famille. Le nombre et l'intérêt des participantes furent exceptionnels.

Les éléments de cette présentation sont inclus dans une exposition itinérante qui sera présentée à la Place Laurier à Québec, du 24 au 28 janvier, et à Edmonton, du 7 au 12 mars; on prévoit une exposition à Ottawa en avril. Sous réserve de limites budgétaires, nous comptons présenter l'exposition dans d'autres centres.

Advance orders may be sent to ACSW and they will be filled as soon as the new Person Papers are available.

EXHIBITS OF ACSW'S WORK TO CONTINUE

In line with ACSW's efforts to reach as many people as possible with findings of our research, a series of shopping-mall exhibits is underway.

The first was held in Place Bonaventure, Montreal, under the inspiration and guidance of Council member Raizel Macklovitch. Besides hanging photographs of women, descriptions of the work of the Council, its research papers and a slide-sound show describing its work, a Press Conference was held to launch the Person Papers. Perhaps this explains why we've received 1,500 requests for papers from Montreal during November alone.

Also, during the week of the exhibit, a series of lectures and round-table discussions was held by ACSW on the theme of the future of the family. Interest and attendance were exceptional.

The components of this exhibit are being incorporated into a colourful travelling display which is booked in Place Laurier, Quebec City, for January 24-28 and Edmonton Centre for March 7-12, with projected plans for an Ottawa exhibit in April. With time and budgetary limitations, we can consider mounting the exhibit in other centres.

PROMOTION DE LA FEMME

Il nous fait plaisir de signaler que le fait d'avoir attiré l'attention sur le cas des banques lors de la réunion de septembre a eu des répercussions heureuses. En voici quelques exemples:

- La Banque Royale a trouvé une femme compétente pour faire partie de son conseil d'administration en la personne de Mitzi Dobrin, fille de Sam Steinberg et actuelle vice-présidente de Steinberg's Ltd.
- Marie Wilson a été nommée membre du conseil d'administration de la Banque de Nouvelle-Ecosse.
- Margaret Letitia Hamilton a été élue présidente du Bureau consultatif de la publicité au Canada. Elle était auparavant vice-présidente de la Thompson Newspapers Ltd., entre autres.

LE MINISTERE DE LA SANTE NATIONALE ET DU BIEN-ETRE SOCIAL S'OCCUPE D'EDUCATION SEXUELLE

Le 11 novembre dernier, Eldon Woolliams, député conservateur de Calgary-Nord, a critiqué la publication par le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social d'une série de brochures sur l'éducation sexuelle. M. Woolliams a déclaré: "Je pense qu'il est à peu près temps que le gouvernement fédéral libéral cesse ses prodigalités et commence à pratiquer la modération lorsqu'il s'agit d'affecter des dizaines de milliers de dollars à des projets suspects, tels que celui-ci." (P.C. Calgary-Nord) Il a en outre critiqué le fait que les brochures montrent des couples qui s'étreignent, ainsi qu'une femme enceinte nue, et traitent ouvertement de l'homosexualité, de l'avortement et de l'acte sexuel.

L'éducation relève peut-être de la compétence provinciale, mais le CCSF se félicite de la parution de la brochure "Sexualité et adolescence- Guide pour un professeur".

ADVANCEMENT OF WOMEN

We're pleased to relate that our highlighting of the "Bank" issues during the September meeting had such positive repercussions. Since then, more women have received corporate appointments - for example:

- The Royal Bank found a qualified woman for its board of directors in Mitzi Dobrin, daughter of Sam Steinberg, currently vice-president of Steinberg's Ltd.
- Marie Wilson has been named to the board of directors of the Bank of Nova Scotia.
- Margaret Letitia Hamilton has been elected chairman of the Canadian Advertising Advisory Board. She is senior vice-president of Thompson Newspapers Ltd., and others.

HEALTH AND WELFARE DABBLES IN SEX EDUCATION

On 11 November 1976, Progressive Conservative MP Eldon Woolliams (Calgary-North) criticized the publication of a set of sex booklets on sex education published by the federal Department of Health and Welfare. Mr. Woolliams said, "I think it's about time the federal Liberal government stopped being so liberal and started practising some self-restraint when it comes to spending tens of thousands of dollars on dubious projects such as this." (PC Calgary North) He objected further on the grounds that the booklets show couples embracing, a naked pregnant girl, and deal openly with homosexuality, abortion and sexual response.

Education may be under provincial jurisdiction, but ACSW welcomes "Sex Education, a Teacher's Guide". That the health of Canadians is threatened by lack of adequate birth

Le fait que la santé des Canadiens soit menacée par un manque d'information adéquate sur la planification des naissances et que l'épidémie de maladies vénériennes ne cesse de s'étendre, doit certainement préoccuper le gouvernement fédéral au plus haut point.

Les brochures sur la sexualité sont bien présentées, concises et éducatives. Outre les renseignements essentiels qu'elles contiennent sur tous les aspects de la reproduction, elles traitent brièvement de certaines questions psychologiques, de la planification et du contrôle des naissances et de l'avortement, ainsi que des maladies, tendances et problèmes qu'on retrouve chez les gens. Elles se terminent sur des bibliographies donnant des listes d'ouvrages de référence, d'articles et de matériels audio-visuels et pédagogiques.

Le CCSF ne peut que se féliciter de cette initiative qui va dans le sens de ses recommandations (octobre 1976) et dénonce l'aspect malsain de l'intervention de ce député qui remet en cause une étape importante de l'évolution de notre société.

AVEZ-VOUS LU?

- Lynne Gordon a été nommée présidente du Conseil ontarien du statut de la femme.

- L'hôpital Royal Alexandra, d'Edmonton a refusé d'opérer une femme qui souhaitait se faire stériliser, son mari, en brouille avec elle, ne lui ayant pas accordé sa permission.

- Le juge Victor McEwan de la cour de Toronto a rendu une ordonnance de non-lieu dans une affaire d'exhibitionnisme parce qu'il estimait que le témoignage d'une femme à l'âge de la ménopause n'était pas "fiable".

planning information and the venereal disease epidemic is steadily increasing, certainly must be of utmost concern to the federal government.

The sex booklets are attractive, concise and informative. Beside giving basic information on all aspects of reproduction, they deal briefly with some psychological questions, family planning, birth control and abortion, venereal disease and population trends and problems. They conclude with bibliographies of resource in books, articles and audio-visual aids plus some suggested learning activities.

ACSW welcomes this initiative which is in line with a Joint Council recommendation (October 1976) and condemns prurient MPs who chose to question this important step.

DID YOU SEE IN THE PRESS?

- Lynne Gordon was appointed Chairman of the Ontario Council on the Status of Women.

- Royal Alexandra hospital in Edmonton refused to sterilize a woman whose estranged husband denied her permission.

- Judge Victor McEwan of the Toronto bench dismissed charges of indecent exposure on the grounds that the age of menopause renders a woman's evidence unreliable.

- Les femmes possédant les qualifications requises pour occuper des postes de responsabilité dans le monde du commerce et des banques partent en croisade à la suite du "scandale bancaire".

- La Nouvelle-Ecosse (seule province où il existe des congés d'adoption), par la voix de ses représentants, a souligné en Chambre la discrimination dont sont victimes les parents adoptifs.

- Il est possible de trouver presque tous les jours une histoire qui illustre de façon dramatique les risques professionnels pour la santé.

- Les femmes qui participent au championnat de tennis de Wimbledon exigent enfin un salaire et des prix en argent égaux...sinon ce sera le boycottage.

- Au Québec, Lise Payette a été nommée ministre des Consommateurs Coopératives et Institutions financières.

REPONSE DE ROUTINE

Tiré du journal du Comité d'action nationale sur la situation de la femme, Status of Women News:

"Lors d'un colloque sur les méthodes 'avancées' de gestion qui s'est tenu récemment au Calgary Inn, et auquel, est-il besoin de le préciser, n'assistaient que des hommes, l'animateur, abordant le sujet de l'automation, a commencé son exposé en décrivant la situation d'un homme aux prises avec un travail monotone 'un travail si monotone qu'aucun homme ne désirait le faire'. A la question, que pourrait faire un gestionnaire placé dans une telle situation, un des participants a répondu le plus sérieusement du monde: 'embaucher une femme'."

- Women equipped for corporate responsibility in the business and banking world are springing up Canada-wide after the "Bank Scandal".

- Nova Scotia (the only province with adoptive parent leave), pointed out in the House of Commons this discrimination against adoptive parents.

- Almost every day it is possible to find a horror story of an industrial health hazard.

- Wimbledon tennis women competitions are demanding equal pay and prize money at last...or a boycott.

- Lise Payette has been appointed cabinet minister with the Consumer portfolio in the Quebec Government.

ROUTINE REPLY

From the National Action Committee on the Status of Women Journal, Status of Women News:

"At an advanced management seminar, attended only by men, held at the Calgary Inn recently, the leader was trying to introduce a discussion of automation. He started by describing the plight of a factory worker stuck at a really monotonous job -- 'a job no man wants,' he said. 'So what could a manager do in this situation?' One of the seminar participants raised his hand and suggested, in all seriousness: 'Hire women.'"

The Globe and Mail du 3 décembre
1976

Une femme député à Québec trouve
que toutes les portes lui sont
ouvertes!

QUEBEC(PC) - Louise Cuerrier, l'une
des trois femmes élues comme membres
du Parti Québécois à l'Assemblée
nationale estime qu'une vieille
pratique parlementaire pourrait
nuire à ses collègues masculins.

Dans une lettre adressée au
président sortant, Jean-Noël
Lavoie, Mme Cuerrier signale que
les femmes députés ont l'avantage
sur leurs collègues masculins
d'avoir accès à toutes les
toilettes de l'édifice parlemen-
taire vieux de 90 ans.

En effet, les toilettes du
Parlement portent les plaques
"Députés" ou "Dames".

"J'aimerais que vous corrigiez la
situation qui pourrait être inter-
prétée comme discriminatoire envers
mes collègues mâles", a-t-elle dit.

De Marcia Rioux, notre directeur
de recherche, à qui rien n'échappe:
Le Colonel Sanders est en train de
se rattrapper: "Colonel Sanders,
ses garçons et ses filles vous
souhaitent un très Joyeux Noël..."

The Globe and Mail of 3 December
1976

Woman MNA in Quebec finds all
doors open!

QUEBEC(CP) - Louise Cuerrier, one of
three women elected as Parti Quebe-
cois members of the national
assembly, says she fears an age-old
Assembly practice may discriminate
against her male colleagues.

In a letter yesterday to outgoing
assembly Speaker Jean-Noel Lavoie,
Mrs. Cuerrier says the female members
of the assembly apparently have acces-
to all the toilets in the 90-year-old
building.

Toilets in the assembly building are
marked as either "members toilets" or
"ladies toilets".

"I would appreciate your correcting
this situation which could easily be
interpreted as discriminatory toward
my colleagues of the male sex," she
says.

And from eagle-eyed Reserch Director
Marcia Rioux:

Colonel Sanders Catches Up:
A very Merry Christmas from "Colonel
Sanders and his boys and girls."

Revue de livre

L'objectif pour les Canadiennes: Pouvoir choisir par Gail C.A. Cook, Editeur. Publié par Statistique Canada en association avec l'Institut de recherches C.D. Howe. Prix \$3.75; disponible à Imprimerie et Edition, Approvisionnement et Services Canada, Ottawa K1A 0S9.

Ce livre a été écrit en collaboration par une équipe de spécialistes en économie, droit, sociologie et management. Il décrit, analyse et évalue la participation des femmes à l'institution familiale, au système éducatif et à la population active. Les auteurs ont passé en revue l'efficacité des politiques existantes destinées à élargir les possibilités de choix ainsi que les implications des programmes prévus. Les faits présentés dans ce volume ont été évalués à la lumière d'un critère: égalité des chances entre Canadiens et Canadiennes. Le livre se termine sur une perspective d'avenir et suggère qu'il faudrait s'efforcer d'arracher les Canadiens et les Canadiennes des fichiers intitulés sexe, état civil, situation parentale. Une telle réforme constituerait une étape importante vers l'élargissement des possibilités de choix tant pour les femmes que pour les hommes.

Pouvoir choisir constitue un outil précieux pour élargir la discussion et la connaissance des choix sociaux accessibles aux Canadiens et aux Canadiennes, choix qui peuvent modifier les rôles respectifs de l'homme et de la femme dans la société.

Book Review

Opportunity for Choice: A Goal for Women in Canada by Gail C.A. Cook, Editor. Published by Statistics Canada in association with the C.D. Howe Institute of Research. Price \$3.75. Available from Printing and Publishing Division, Supply and Services Canada, Ottawa K1A 0S9.

This book was written in collaboration with a group of specialists in economics, law, sociology and management. It describes, analyses and evaluates the participation of women in the family, the education system and the labour force. The authors give an overview of the effectiveness of existing policies intended to expand the choices for women at the same time as they look at the implications of future programmes.

The facts in this book have been evaluated with one perspective in mind: equality of opportunity among Canadian men and women. The book ends with a look to the future and suggests we should remove such constricting labels "male or female, single or married or parent". Such a reform would be an important step towards expanding the choices available to women as well as men.

Opportunity for Choice is a useful tool to expand the discussion about choices available to Canadian men and women which could have important implications on their respective roles in society.